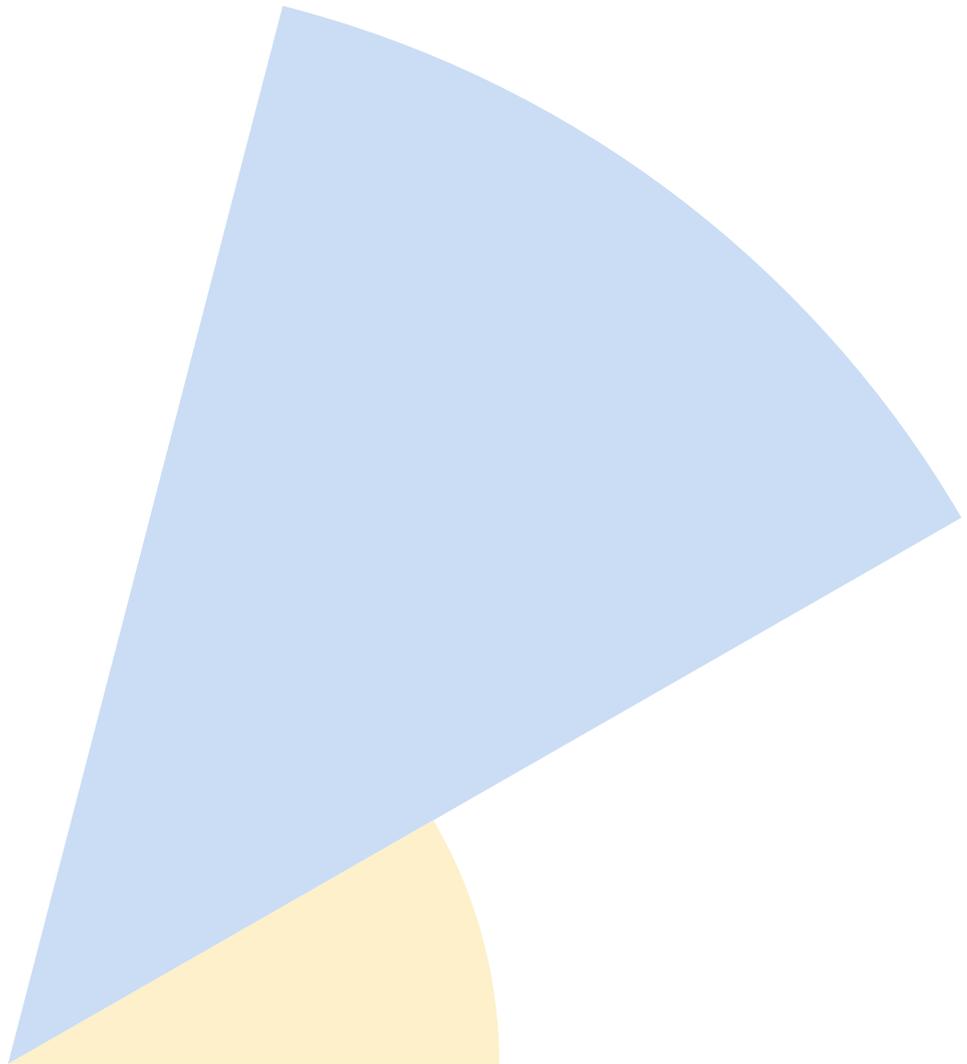


# Centrale nucléaire du Bugey



# Jusqu'à 8 090 personnes et 3 000 emplois dépendent de sa présence

La centrale nucléaire du Bugey emploie 1 410 salariés en 2017, qui sont pour la plupart fortement qualifiés et plutôt jeunes. Elle a également un effet d'entraînement important grâce à l'activité qu'elle génère dans des établissements auprès desquels elle commande des produits et des services, et grâce à la consommation de ses salariés et de ceux de ses fournisseurs. Au total, 3 000 emplois directs, indirects ou induits ont un lien avec l'activité de la centrale, dont la moitié dans un territoire constitué de 36 communes proches de Saint-Vulbas, où se situe la centrale. Si on tient compte de l'ensemble des membres des familles concernées par ces emplois, la centrale est une source de revenus pour 8 090 personnes.

Le centre nucléaire de production d'électricité (CNPE) du Bugey est situé sur la commune de Saint-Vulbas, dans le département de l'Ain, proche de la frontière avec le département de l'Isère, sur la rive droite du Rhône à une quarantaine de kilomètres de Lyon. Il est l'une des quatre composantes du parc nucléaire de la région Auvergne-Rhône-Alpes, première région française productrice d'électricité d'origine nucléaire (23 % de la production nucléaire nationale en 2020). La centrale du Bugey, avec ses quatre réacteurs, fournit 6 % de cette production nationale.

## 1 410 salariés et des emplois fortement qualifiés

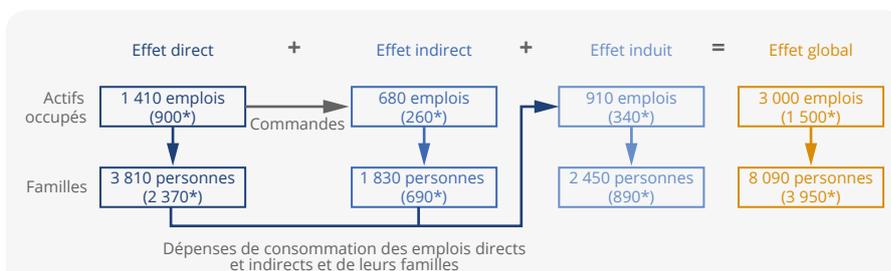
En 2017, la centrale nucléaire du Bugey emploie 1 410 salariés ► **figure 1**. Elle est le plus gros établissement employeur privé de l'Ain. Les salariés de la centrale sont fortement qualifiés : 62 % sont des techniciens ou professions intermédiaires et 27 % des cadres, contre respectivement 21 % et 16 % en moyenne régionale. Près de 95 % d'entre eux sont embauchés en contrat à durée indéterminée.

Les salariés de la centrale sont très majoritairement des hommes (83 %). Ils sont plutôt jeunes : 30 % ont moins de 30 ans, soit 10 points de plus que pour l'ensemble des salariés de l'Ain.

## 680 emplois salariés générés par les commandes de la centrale

Les commandes passées par la centrale à des fournisseurs et sous-traitants génèrent 680 emplois salariés indirects dans l'Ain ainsi que dans les **départements environnants**. C'est ainsi qu'en 2017, 64,5 millions d'euros de commandes ont été passées

### ► 1. Nombre d'emplois directs, indirects et induits par le CNPE du Bugey



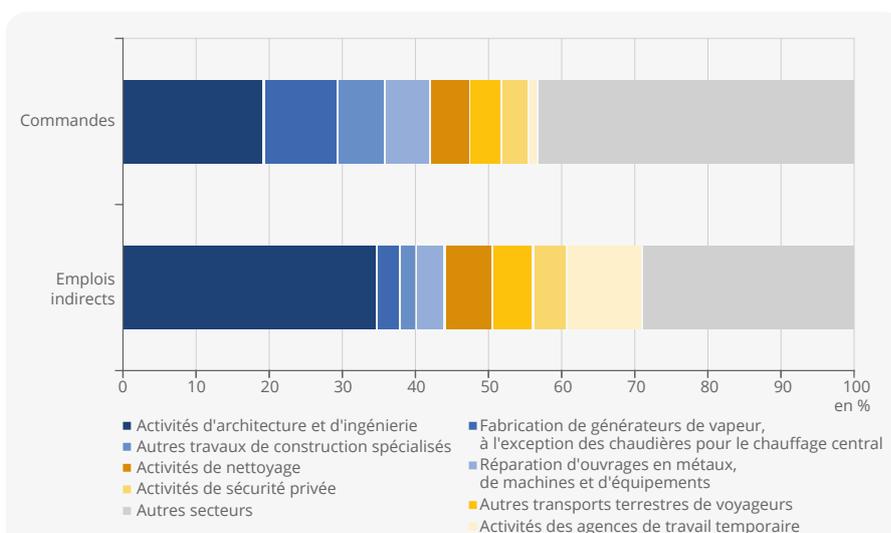
\* au sein du territoire d'inscription du site nucléaire du Bugey.

**Lecture** : le site nucléaire du Bugey emploie 1 410 salariés, dont 900 résident dans le territoire d'inscription. Les familles de ces 1 410 salariés comptent 3 810 personnes au total. Par ailleurs, les commandes passées par la centrale génèrent 680 emplois indirects chez ses sous-traitants et fournisseurs, dont 260 personnes vivant dans le territoire d'inscription. Enfin, les dépenses de consommation des ménages composés d'au moins un emploi direct ou indirect de la centrale génèrent 910 emplois induits, dont 340 dans le territoire d'inscription.

**Champ** : emploi et population au lieu de résidence. Les alternants ont été pris en compte comme des emplois à mi-temps.

Sources : Insee, *appariements Flores - Fichier tous salariés - FEE - Recensement de la population 2017* ; EDF, *salariés et commandes 2017*

### ► 2. Répartition des commandes et des emplois indirects du CNPE du Bugey selon le secteur d'activité



**Lecture** : 19 % des commandes passées par la centrale du Bugey sont adressées à des entreprises ayant une activité d'architecture ou d'ingénierie ; ce secteur représente 35 % des emplois indirects générés par les commandes de la centrale.

Sources : Insee, *appariements Flores - Fichier tous salariés - FEE - Recensement de la population 2017* ; EDF, *salariés et commandes 2017*

à des sociétés implantées dans ces départements.

Ces **emplois indirects** regroupent d'une part des salariés travaillant toute l'année sur le site et d'autre part des emplois non permanents issus du recours à la sous-traitance pour des activités de maintenance réalisées à l'occasion des arrêts de l'installation.

Les principaux secteurs concernés par ces emplois sont les activités d'architecture et d'ingénierie, les activités des agences de travail temporaire, les activités de nettoyage et les autres transports terrestres de voyageurs. Ces quatre secteurs concentrent à eux seuls 58 % des emplois indirects

► **figure 2.**

La consommation des salariés directs, indirects et de leurs familles génèrent 910 **emplois induits**. Ces emplois appartiennent essentiellement au secteur tertiaire. En particulier, près d'un sur cinq (18 %) exerce dans des établissements de l'administration générale, économique et sociale. Au total, en 2017, l'activité du CNPE du Bugey génère dans l'Ain et ses départements environnants des

emplois directs, indirects ou induits pour 3 000 salariés. Elle contribue ainsi aux revenus de 8 090 personnes résidant dans une famille dont au moins l'un des membres exerce un de ces emplois. Les commandes passées par le CNPE représentent plus de 10 % du chiffre d'affaires d'une vingtaine d'établissements. Elles concernent pour 19 % les activités d'architecture et d'ingénierie, pour 10 % la fabrication de générateurs de vapeur, à l'exception des chaudières pour le chauffage central et pour 6 % le secteur des autres travaux de construction spécialisée.

### Un territoire d'inscription qui s'étend sur deux départements en rive droite du Rhône

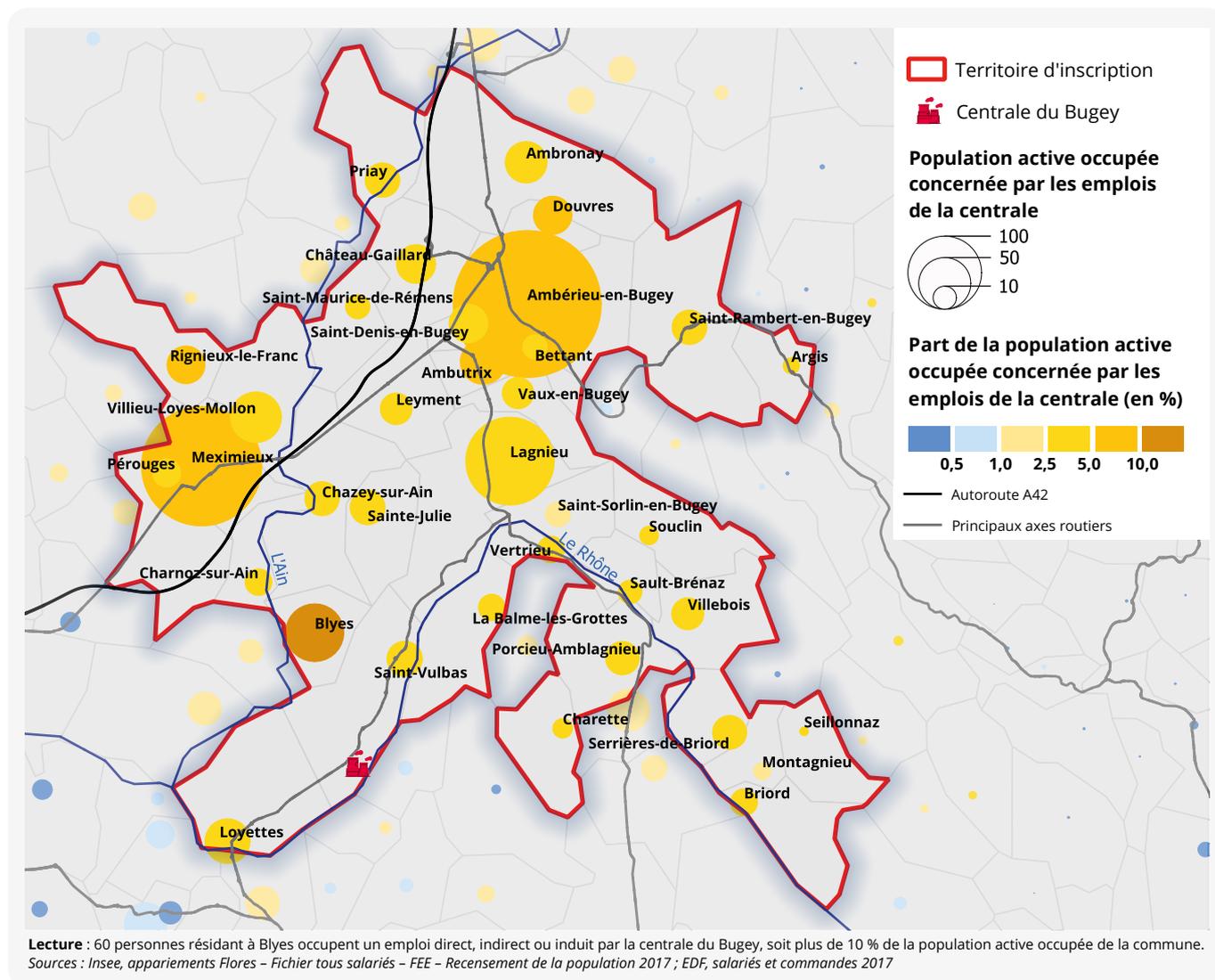
Le CNPE du Bugey exerce autour de la centrale une forte influence sur l'emploi et l'activité économique locale sur 36 communes, dont 32 situées dans l'Ain et 4 en Isère ► **figure 3.**

Les communes les plus concernées sont situées à proximité de Saint-Vulbas, sur

la rive droite du Rhône et à proximité de l'A42. Ce **territoire d'inscription** englobe notamment Ambérieu-en-Bugey et Meximieux, qui sont les deux communes les plus peuplées de ce territoire.

En 2017, 71 600 personnes vivent sur ce territoire d'inscription. Le Rhône constituant une barrière naturelle aux déplacements domicile-travail (sauf au niveau des ponts routiers de Loyettes et Lagnieu), le territoire d'inscription s'étend très peu sur la rive gauche du fleuve. Près de la moitié des personnes concernées par les activités liées à la centrale du Bugey, que ce soit de manière directe, indirecte ou induite, vivent sur ce territoire. Ambérieu-en-Bugey (400 actifs concernés soit 6,9 % de la population active occupée) et Meximieux (270 actifs concernés soit 8,0 % de la population active occupée) sont les deux communes dont le plus grand nombre d'actifs occupés travaillent pour le CNPE, un de ses fournisseurs ou un établissement concerné par les consommations de

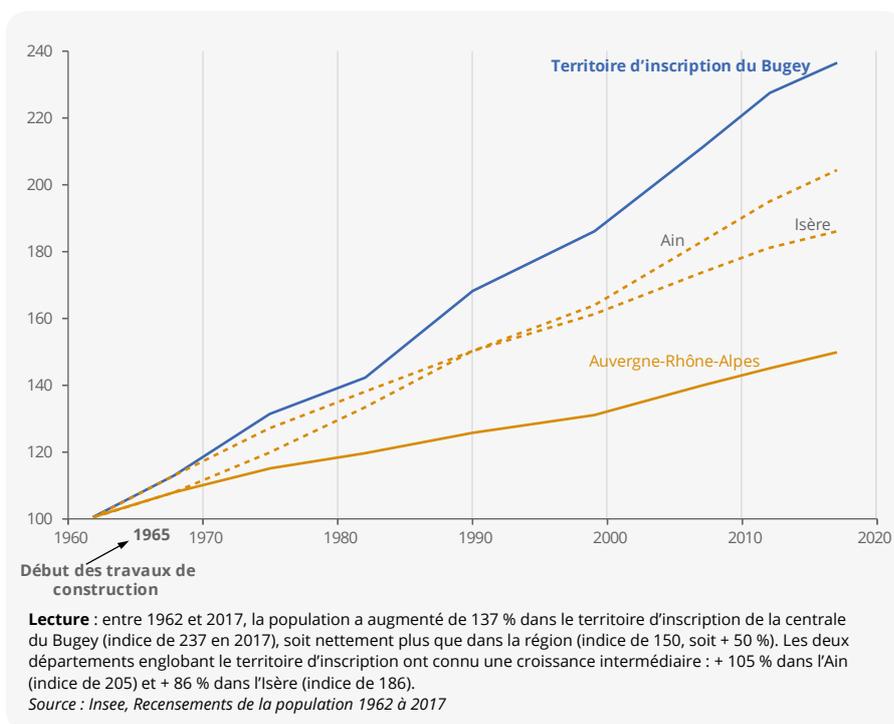
### ► 3. Communes dont la population active est la plus fortement concernée par la présence de la centrale du Bugey



ceux-ci et de leur famille. L'influence de la centrale, proportionnellement au nombre d'actifs résidents, est le plus élevé dans les communes de Blyes (12,2 % de la population active occupée, soit 60 emplois), limitrophe de Saint-Vulbas, et d'Ambutrix (9,8 % soit 40 emplois), proche d'Ambérieu-en-Bugey. En dehors du territoire d'inscription de la centrale, 80 emplois concernent des résidents de Lyon, et 40 des habitants de Bourgoin-Jallieu. Entre 1962 et 2017, la croissance démographique (+ 1,4 % par an) du territoire d'inscription de la centrale du Bugey est plus importante que celles de l'Ain (+ 1,3 %), de l'Isère (+ 1,1 %) et d'Auvergne-Rhône-Alpes (+ 0,7 % par an) ► **figure 4**. L'augmentation du nombre d'habitants sur ce territoire a été plus forte entre 1968 et 1975 (+ 1,7 % par an). Au cours de cette période, qui précède la mise en service des quatre réacteurs et qui correspond à leur construction, la croissance démographique de ce territoire a été un peu plus rapide que dans l'Ain (+ 1,5 % par an) et qu'en Auvergne-Rhône-Alpes (+ 0,9 % par an) et identique à celle de l'Isère.

Sur la période récente, son dynamisme perdure mais ralentit légèrement. Entre 2012 et 2017, sa population a augmenté en moyenne de 0,9 % par an, soit un rythme légèrement inférieur à celui de l'Ain (+ 1,0 % par an) et un peu plus

#### ► 4. Évolution de la population (base 100 en 1962)



soutenu que sur l'ensemble de la région (+ 0,7 %) et qu'en Isère (+ 0,5 %).

Au sein de ce territoire, les flux domicile-travail les plus importants se font vers Saint-Vulbas. Ainsi, 730 habitants d'Ambérieu-en-Bugey

se rendent à Saint-Vulbas pour travailler, 600 viennent de Lagnieu et 420 de Meximieux, que ce soit vers la centrale ou un autre établissement. Ceci s'explique par le grand nombre d'emplois présents dans la commune. En effet, parmi les cinq plus grands établissements du territoire, trois (dont le CNPE est le plus important) y sont situés. En particulier, la commune héberge le parc industriel de la Plaine de l'Ain, grand pourvoyeur d'emplois.

L'influence de la centrale sur le territoire est aussi financière. En 2017, la centrale du Bugey s'est acquittée de 78,9 millions d'euros d'impôts et taxes locales dont 5,1 millions d'euros de taxe foncière. Ainsi, en moyenne, le produit de la fiscalité directe du **secteur communal** provenant des taxes « entreprises » est de 403 euros par habitant sur le territoire d'inscription de la centrale, contre 229 euros en moyenne sur l'ensemble de la région. La commune et l'intercommunalité où est installée la centrale sont celles qui en bénéficient le plus. ●

#### ► Grand carénage

Cette étude a été réalisée dans le cadre d'un partenariat entre la Direction régionale d'Auvergne-Rhône-Alpes de l'Insee, la Préfecture de Région et EDF. Ces travaux s'inscrivent dans le contexte de la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) 2019-2023 et du grand carénage. En Auvergne-Rhône-Alpes, ce dernier concerne les quatre CNPE. Ce programme industriel national d'EDF porte sur des investissements et travaux de grande envergure dans le domaine nucléaire. Les chantiers concernent prioritairement l'amélioration de la sûreté, mais aussi le remplacement de gros composants (alternateurs, turbines...) et la rénovation du contrôle de commande, dans le but de prolonger la durée de fonctionnement des centrales. Le programme des travaux s'échelonne sur une dizaine d'années. EDF prévoit une mobilisation moyenne de 5 000 intervenants extérieurs (hors opérations habituelles de maintenance).

En 2020 et 2021, le CNPE du Bugey a réalisé les 4<sup>e</sup> visites décennales des unités de production n° 2 et n° 4. Les 4<sup>e</sup> visites décennales des unités de production n° 5 et n° 3 sont prévues au second semestre 2021 et en 2023.